

vendredi, 11 octobre 2013 17:59

Diplomatie et armée françaises, otages d'Israël, par Marc Leroy

IRIB-Le 02 septembre dernier, avant le vrai-faux débat à l'Assemblée Nationale devant permettre à Normal 1er d'obtenir un consensus UMPS de façade pour une imminente intervention militaire en Syrie, le Premier Ministre Jean-Marc Zayrault avait rendu public un document présenté comme étant « déclassifié des services DRM et DGSE », document censé nous apporter les preuves irréfutables que l'armée régulière syrienne (c'est-à-dire pour notre président normal et son orchestre, Bachar El-Assad en personne) était bien responsable de l'usage d'armes chimiques contre des civils le 21 août 2013 dans la banlieue de Damas (1).



Il suffit alors de simplement prendre connaissance dudit document pour constater immédiatement et avec effarement que celui-ci ne comportait en réalité pas la moindre preuve réelle de l'implication du gouvernement syrien dans ce qui ressemblait déjà pour nombre d'observateurs -impartiaux- à un coup monté médiatique, obscène et criminel, pour faire basculer, une fois de plus et après le Kosovo, l'Irak ou la Libye, l'opinion publique mondiale en faveur d'une intervention militaire en totale violation du droit international, mais ardemment souhaitée par nos gouvernants entièrement acquis aux intérêts géostratégiques de l'axe américano-israélien. Comme les « preuves » avancées précédemment dans les médias et dont La Plume avait déjà dit ce qu'il convenait d'en penser, le document présenté comme émanant des services secrets français était un pathétique charabia de pure propagande, un simple et misérable tissu de suppositions, d'allégations non vérifiées mises bout à bout. La « preuve irréfutable » fit un gigantesque bide, sauf bien évidemment pour des médias du système vendus à l'intervention militaire anti Bachar, qui essayèrent d'embrayer et de convaincre -sans aucun succès- leurs lecteurs, spectateurs ou auditeurs.

Il est à noter que depuis le renoncement piteux des États-Unis à attaquer la Syrie, aucun service secret occidental n'a été capable d'apporter la moindre preuve nouvelle et cette fois tangible de la responsabilité du gouvernement syrien dans le drame de plus en plus supposé du 21 août. Bien au contraire : de nombreux documents et témoignages tendent à présent à établir la culpabilité des rebelles (cherchez à qui le crime profite), sans doute assistés dans cette macabre manipulation par les services secrets et militaires occidentaux, ceux-là mêmes qui prétendirent ensuite apporter la preuve de l'implication du pouvoir syrien !

Sans la monumentale baffé démocratique infligée par la Chambre des Communes au premier ministre britannique David Cameron, suivie du remarquable coup de poker diplomatique russe (merci Vladimir !) sur la destruction de l'arsenal chimique syrien, puis du repli calamiteux et la queue entre les jambes du président américain Barack Obama (qui craignait fort de vivre la même humiliation devant sa représentation nationale que celle subie par son ex-meilleur allié britannique), la France aurait donc sans doute été entraînée par notre part de flan élyséenne dans une agression militaire illégale, pour de faux prétextes, aux conséquences dramatiques pour la Syrie, pouvant même déclencher un véritable cataclysme régional, voire mondial.

La « preuve » des services français a donc été un flop intégral... Et on apprend à présent que ce fameux document, prétendument déclassifié, porte la signature électronique... de Sacha Mandel,

ancien collaborateur de Stéphane Fouks à Euro RSCG (cela ne s'invente pas) et actuellement conseiller de presse du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian (depuis 2012). Ce cher Mandel ne faisant donc absolument pas partie des services de renseignements français, vous l'aurez compris !

Mieux : alors que l'introduction du prétendu document précise qu'il est « constitué de renseignements déclassifiés issus des sources propres françaises » et « repose également sur l'analyse technique approfondie des sources ouvertes réalisée par nos services », aucun avis de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale n'a été publié au Journal Officiel, ce qui serait la seule trace administrative à même de confirmer une déclassification légale de renseignements (2). Alors, de deux choses l'une : ou bien la Commission n'a pas été saisie, et par conséquent la procédure légale n'a pas été respectée (en effet, aucun ministre ne peut déclassifier sans avoir préalablement demandé cet avis à la Commission, même s'il est personnellement favorable à la demande), ce qui est gravissime en matière de défense et de sécurité nationale. Ou bien tout cela est une fois de plus un bidonnage absolu, et le document a donc été rédigé directement par monsieur Mandel. Ce qui constituerait alors une véritable forfaiture, méritant sans aucun doute un passage devant la Haute Cour de Justice de la République.

Comment le gouvernement a-t-il ainsi osé présenter à la représentation nationale, et sur un sujet aussi grave, un document illégal ? Et Quelle est donc la réelle origine de ces « renseignements déclassifiés » qui étaient censés entraîner l'adhésion de nos élus pour déclencher une intervention militaire illégale au Moyen-Orient ? Nos journalistes du système se bousculent bien évidemment pour vous apporter les réponses...

Mais Sacha Mandel n'a de toute évidence pas été le seul instigateur de cette manipulation grossière. Car figurez-vous que la veille de la parution dudit document, un nouveau directeur de la stratégie avait été nommé à la tête de la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure)... Un nommé Christophe Bigot (3). Monsieur Bigot ne vient pas, rassurez-vous d'Euro RSCG. Mais il a été de 2004 à 2007 conseiller de l'ambassade de France... en Israël, puis conseiller de ... Bernard Kouchner aux affaires étrangères, puis... Ambassadeur de France en Israël ! Fervent défenseur de la relation franco-israélienne, monsieur Bigot est donc aujourd'hui celui qui a été sensé nous apporter les preuves à même d'entraîner une intervention militaire ardemment souhaité par l'état hébreux, comme le prouve la campagne forcenée en faveur des frappes militaires orchestrée par son faux nez en Amérique, le très puissant lobby pro-israélien AIPAC.

Avouez qu'après un Laurent Fabius aux Affaires Etrangères, un Manuel Valls à l'Intérieur « lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël quand même ! » (voir vidéo ci-dessous) et bien-sûr un BHL -et la liste est loin d'être exhaustive- dans les coulisses qui tire encore les ficelles d'à peu près tout ce beau petit monde, après son sinistre exploit libyen du quinquennat sarkozien, cela commence à faire vraiment, vraiment beaucoup !

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog